



Message 2019-DFIN-22

1^{er} octobre 2019

du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de loi modifiant la loi sur les impôts cantonaux directs et la loi sur l'aide sociale

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de loi modifiant la loi sur les impôts cantonaux directs et la loi sur l'aide sociale. Après une brève introduction, ce message explique les motifs, l'étendue et les conséquences de la révision. Il commente également les dispositions modifiées.

1. Introduction

La présente révision vise à adapter la législation cantonale aux modifications apportées dans la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts des cantons et des communes (LHID; RS 642.14), modifications qui visent, d'une part, à concrétiser les instruments fiscaux avalisés suite à la votation populaire sur la stratégie énergétique 2050. D'autre part, les modifications corrigent le calcul de la réduction pour participation pour les banques d'importance systémique. La présente révision comporte également la modification de l'article 36 al. 1 let. d LICD, conformément à la réponse du Conseil d'Etat à la Motion Dietrich/Dafflon (2018-GC-41) demandant une augmentation de 33% de la déduction pour le contribuable aux études ou en apprentissage.

La révision prévoit finalement la modification de la Loi sur l'aide sociale (LASoc; RSF 831.0.1) afin de conférer une base légale aux transmissions de données dans le cadre de l'élaboration du rapport sur la situation sociale et la pauvreté dans le canton de Fribourg.

2. Evolution du projet

2.1. Contenu de l'avant-projet et procédure de consultation

L'avant-projet de loi modifiant la loi sur les impôts cantonaux directs ainsi que la loi sur l'aide sociale, qui correspondait dans une large mesure au présent projet, a fait l'objet d'une consultation externe au sens de l'article 22 al. 1 du règlement du 24 mai 2005 sur l'élaboration des actes législatifs (REAL; RSF 122.0.21) entre le 12 avril et le 12 juillet 2019. Outre 6 autorités cantonales, 17 organismes consultés ont répondu à la consultation: l'Association des communes fribourgeoises (ACF), la Conférence des préfets du canton de Fribourg, la Corporation ecclésiastique catholique du canton de Fribourg

(CEC), l'Union Suisse des professionnels de l'immobilier (USPI), la Fédération fribourgeoise des retraités, le syndicat SYNA, la Ville de Fribourg, la commune de Bas-Intyamou, la commune de Haut-Intyamou, la commune de La Roche, la commune Le Pâquier, la commune de Bossonnens, le parti démocrate-chrétien, le parti libéral-radical fribourgeois, le parti vert/libéral du canton de Fribourg, le parti socialiste, l'union démocratique du centre.

2.2. Résultat de la consultation et suivi

2.2.1. Politique énergétique

Les modifications proposées n'ont suscité que très peu de commentaires. Le parti démocrate-chrétien propose toutefois de spécifier sur quelle base il est prévu que la déduction des frais de démolition en vue d'une construction de remplacement puisse être reportée au cours des deux périodes fiscales suivantes (non pas moins ou plus).

Les dispositions proposées dans le projet constituent du droit harmonisé: la période de report est réglée dans la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes. Par conséquent, cela ne laisse place à aucune marge de manœuvre au législateur cantonal.

2.2.2. Déduction pour contribuable aux études ou en apprentissage

La SYNA ainsi que le parti vert/libéral Fribourg proposent d'augmenter l'âge jusqu'auquel la déduction de l'article 36 al. 1 let. 4 LICD peut être demandée.

La présente modification de loi a pour objectif de mettre en œuvre la motion Dietrich/Dafflon évoquée. Or, cette motion ne remet pas en question la durée de l'octroi de la déduction mais uniquement son montant. En outre, le système actuel se justifie pleinement au regard de la législation applicable en matière d'allocations familiales. Au sens de l'article 3 al. 1 let. b de la loi fédérale sur les allocations familiales (RS 836.2), l'allocation de formation professionnelle ne peut être octroyée qu'au plus tard jusqu'à 25 ans.

La Fédération fribourgeoise des retraités demande l'ajout d'une nouvelle déduction pour les bénéficiaires de presta-

tions AVS/AI qui participent aux activités d'institutions ou de personnes morales poursuivant un but de service public ou d'utilité publique (dans les domaines du social, de la santé publique, etc.) contre rémunérations. Cette requête va bien au-delà du contexte de la présente révision et ne peut être prise en compte.

2.2.3. Réduction pour participation

Le parti démocrate-chrétien relève qu'il serait opportun d'indiquer si des banques ont déjà eu recours à une telle conversion et quelle banque dans le canton est ou serait sujette à cette pratique.

Dans le cadre de la consultation portant sur la révision fédérale, il a été constaté que la mesure proposée ne devrait pas entraîner de pertes de recettes fiscales pour les collectivités publiques. Elle vise uniquement à éviter une augmentation des recettes fiscales en défaveur des sociétés mères de banques d'importance systémique. Dans le canton de Fribourg, aucune banque ne pourra a priori bénéficier de la mesure.

2.2.4. Rapport sur la situation sociale et la pauvreté

Unité de la matière

Plusieurs participants à la consultation (SYNA, Unia, le pdc, la Fédération fribourgeoise des retraités) soutiennent la modification s'agissant du rapport sur la situation sociale et la pauvreté.

Plusieurs participants à la consultation (l'ACF, la Ville de Fribourg, le parti libéral-radical fribourgeois) considèrent que cette modification ne respecte pas le principe de l'unité de la matière, et estiment qu'il serait préférable que l'article 2a (nouveau) LASoc – ainsi que notamment les mesures à prendre suite à l'analyse du rapport sur la situation sociale et la pauvreté et leurs modalités – soient instaurés indépendamment de la modification de la LICD, dans le cadre de la révision complète de la LASoc.

Pour toutes les raisons expliquées au ch. 3.3, il apparaît opportun de maintenir les dispositions précitées dans la présente révision afin de pouvoir garantir la rédaction du prochain rapport attendu pour 2021.

Transmission de données

Plusieurs services de l'Etat ont formulé différentes remarques en lien avec l'article 2 al. 3 (nouveau) LASoc. Ils ont notamment relevé qu'il conviendrait de préciser plusieurs éléments dans la loi ou le message (l'utilisation du NAVS, la liste des données échangées, le rappel de l'application de la loi sur la protection des données, le cycle de vie et la durée de conservation des données, la destruction des données). Ces

remarques ont été largement prises en considération dans la loi ou le message. Suite aux échanges avec les différents services concernés, il n'y a plus de divergence.

Dans la même optique, le parti libéral-radical fribourgeois ainsi que la Ville de Fribourg relèvent un caractère purement descriptif de l'article 2 (nouveau) LASoc et déplorent que les objectifs du rapport sur la situation sociale et la pauvreté, les mesures à prendre et la mise en œuvre des mesures qui pourraient en découler ne sont pas précisés. Ces questions pourront être réglées dans le cadre de la révision complète de la LASoc. Présentement, l'objectif de la disposition est de prévoir les bases légales nécessaires pour permettre l'élaboration et la rédaction du rapport. L'institution du rapport sur la situation sociale et la pauvreté comme un véritable instrument de réflexion et de mesure stratégique sera pleinement entérinée par le projet de réforme de la LASoc actuellement en travail. Il est prévu de stipuler dans son message que ledit rapport doit être conçu comme un instrument d'évaluation et de monitoring, sur la base duquel doit être établi un plan d'action périodique destiné à recommander des mesures ciblées en rapport avec une problématique spécifique.

La Ville de Fribourg et le parti libéral-radical fribourgeois se soucient de l'exhaustivité des données prises en compte pour l'élaboration du rapport sur la situation sociale et la pauvreté et proposent de tenir compte également des prestations sociales sous condition de ressources telles que l'allocation cantonale de maternité ainsi que des éventuelles futures prestations complémentaires pour les familles. Ces précisions ne sont toutefois pas nécessaires, car en établissant la méthodologie de calcul pour les besoins du premier rapport social-pauvreté, une liste de toutes les prestations sociales sous condition de ressources a été dressée et il a été vérifié qu'elles figurent dans la déclaration d'impôts, autrement dit, si les données relatives à ces prestations pouvaient être obtenues via le Service cantonal des contributions. Dans le cas contraire, les services et établissements responsables des données ont été sollicités pour compléter la base des données. Les prestations sous condition de ressources ne figurant pas dans la déclaration d'impôts sont les prestations complémentaires à l'AVS-AI, les prestations d'aide sociale et les subsides de formation. Les prestations de l'assurance cantonale de maternité, par exemple, doivent être fiscalement déclarées en tant qu'allocations non versées par l'employeur (code 1.130), les données qui s'y rapportent font dès lors partie des éléments fournis par le SCC. La liste proposée est donc complète.

La Fédération fribourgeoise des retraités propose l'ajout d'une lettre f avec pour objet les frais médicaux non remboursés par la Caisse maladie. Ces données ne figurent toutefois pas dans la base de données d'un service et ne pourraient pas être collectées facilement.

L'ACF exprime sa crainte que l'extraction de données nécessite une obligation nouvelle de saisie et de transmission pour

les communes et les services sociaux communaux et intercommunaux. La présente révision n'entraîne pas de surcroît de tâches pour les communes et les services sociaux. La démarche se base sur les données disponibles dans FriPers et dans les bases de données des services étatiques concernés.

Les propositions législatives formulées par le SLeg ont été suivies en grande partie. S'agissant du contenu précis de l'énumération des données fournies, il serait disproportionné et imprécis de mentionner une liste descriptive dans la loi. Les données concernées sont celles qui ont déjà été fournies dans le cadre du premier rapport. Elles seront précisées dans une ordonnance. Par souci de transparence, la liste est produite en annexe ci-jointe.

L'ACF propose également de supprimer de l'article 2a al. 3 (nouveau). Or, c'est précisément la disposition centrale qui permet de lever le principe du secret fiscal ancré à l'art. 139 LICD. Selon cet article, le secret fiscal peut être levé si une disposition légale (spéciale) fédérale ou cantonale le prévoit. La disposition proposée, en tant que disposition légale spéciale, attribue aux services concernés un devoir de collaboration. La collaboration des différents services et la centralisation de la création de la base de données au SStat est essentielle afin de permettre de travailler de manière efficiente à l'élaboration du rapport sur la situation sociale et la pauvreté.

L'ACF et la Ville de Fribourg requièrent enfin d'élargir le devoir de collaboration du SCC au traitement des demandes d'aide sociale et propose dans ce sens une levée plus générale du secret fiscal. Cette requête dépasse le cadre de cette révision. Si néanmoins cette volonté est maintenue, elle pourra être reformulée dans le cadre de la révision complète de la LASoc.

Le parti socialiste fribourgeois souhaite que les données fournies par les différents services soient rendues anonymes avant leur transmission au SStat. Une anonymisation des données avant la transmission des informations au SStat rendrait simplement impossible la création de la base de données qui servira de base à l'élaboration du rapport.

Sécurité informatique du transfert de données pour le rapport

La question de la sécurité du transfert de données également été abordée par certains participants à la consultation. Des informations à ce sujet figurent au chiffre 4.2.

3. Modifications proposées

3.1. Adaptation au droit fédéral

3.1.1. Politique énergétique 2050

En mai 2017, suite à un référendum, le peuple suisse acceptait en votation populaire la stratégie énergétique 2050 dont les objectifs principaux consistent à: augmenter massivement la

part d'énergie renouvelable dans le mix énergétique et sortir progressivement des énergies fossiles, diminuer sensiblement la consommation d'énergie, et à sortir du nucléaire. Les nouvelles dispositions légales (Loi sur l'énergie intégralement révisée) permettant la concrétisation de ces objectifs sont entrées en vigueur au 1^{er} janvier 2018. L'intérêt national aux énergies renouvelables y a notamment été introduit. La révision de la LIFD et de la LHID porte sur l'introduction de la déductibilité des frais de démolition en vue d'une construction de remplacement ainsi que sur la possibilité de reporter sur plusieurs périodes fiscales les frais d'investissement et de démolition destinés à économiser l'énergie. La présente révision vise à adapter le droit cantonal aux modifications de la LHID.

3.1.2. Réduction pour participation

La modification de la LHID corrige le calcul de la réduction pour participation pour les banques d'importance systémique lorsque la société mère émet des instruments dans le cadre du régime des établissements financiers trop grands pour être mis en faillite. Selon ce régime, ces banques peuvent se trouver dans la nécessité d'émettre des instruments permettant de transformer du capital étranger en capital propre. Ces instruments seront émis dès 2020 par l'entremise de la société mère. L'émission de ces instruments et le transfert de fonds se traduisent par une augmentation de la charge d'impôt sur le bénéfice grevant le rendement de participation auprès de la société mère. Or, cette charge fiscale accrue entraîne une diminution des fonds propres, ce qui est contraire aux objectifs de la législation too big to fail. La nouvelle réglementation permet que la charge de l'impôt sur le bénéfice de la société mère de telles banques reste inchangée lors de l'émission des instruments too big to fail.

Cette révision est entrée en vigueur, de manière rétroactive, au 1^{er} janvier 2019. Dès cette date, la réglementation s'applique déjà pour l'impôt cantonal en vertu de l'article 72^z^{bis} al. 2 LHID qui prévoit que les dispositions harmonisées s'appliquent dès cette date si le droit cantonal n'a pas été modifié.

3.2. Mise en œuvre motion Dietrich/Dafflon – Déduction pour le contribuable aux études ou en apprentissage

Par motion déposée et développée le 20 mars 2018 (2018-GC-41), les députés Laurent Dietrich et Hubert Dafflon ont demandé d'augmenter le montant de la déduction fiscale dont bénéficient les contribuables aux études ou en apprentissage jusqu'à l'âge de 25 ans révolus (art. 36 al. 1 let. d LICD). Ils relèvent que l'augmentation de la déduction serait ainsi dans le même rapport que l'augmentation récente de la taxe universitaire (environ + 33%). Ils soulignent finalement le faible impact sur les finances cantonales et l'enjeu majeur que cela représente pour la formation des jeunes, tout en limitant le risque de surendettement des jeunes. Suivant l'avis

du Conseil d'Etat, le Grand Conseil a adopté cette motion le 11 octobre 2018.

3.3. Modification LASoc

Faisant suite au postulat Andrea Burgener Woeffray/Bruno Fasel déposé le 17 mars 2010 et accepté par le Grand Conseil le 11 novembre 2010, le canton de Fribourg a élaboré un premier rapport concernant la situation sociale et la pauvreté dans le canton. Ce rapport a été publié en 2016. Il a permis de tirer des enseignements précieux sur la situation sociale dans le canton. Dans le cadre de la réalisation des futures éditions du rapport sur la situation sociale et la pauvreté dans le canton de Fribourg, il apparaît primordial d'intégrer une nouvelle base légale formelle dans la LASoc réglant la transmission des données pertinentes et nécessaires à l'élaboration d'un tel rapport. En effet, dans le contexte de la Stratégie globale de la Suisse en matière de lutte contre la pauvreté et suivant les recommandations du programme de lutte contre la pauvreté de la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales, le Conseil d'Etat s'est engagé à rédiger un tel rapport de manière périodique, à raison d'une fois par législature. La nouvelle disposition légale confère une base légale formelle au rapport sur la situation sociale et la pauvreté. Elle aménage aussi et surtout la base légale permettant aux différents services de l'Etat, dont le SCC, de transmettre les informations fiscales nécessaires à la rédaction du rapport au Service de la statistique (SStat/DEE). Compte tenu du secret fiscal et faute de base légale pertinente lui permettant de transmettre les données à d'autres services, c'est le SCC qui a été chargé de la création de la base de données pertinente pour l'élaboration du premier rapport sur la pauvreté. L'élaboration de telles bases de données ne relève clairement pas du domaine d'activité du SCC, qui ne dispose pas des outils nécessaires à un travail efficient. L'appariement des données, nécessaire à la création de la base de données qui constituera la base d'analyse du rapport sera effectué à l'avenir par le SStat. Le prochain rapport doit paraître au plus tard en 2021. Sans base légale permettant la levée du secret fiscal, le SCC ne serait pas en mesure d'apporter sa contribution au prochain rapport.

4. Commentaire des dispositions proposées

4.1. LICD

Art. 33 al. 2, et al. 2a (nouveau)

Les modifications apportées à l'article 33 permettent de mettre en œuvre les mesures fiscales prévues dans le cadre de la stratégie énergétique 2050 et décrites sous le chiffre 3.1.1. Le canton est obligé de reprendre ces dispositions étant donné qu'il s'agit de droit fiscal harmonisé par la LHID.

Art. 36 al. 1 let. d

La déduction actuelle est augmentée de manière à mettre en œuvre la motion Dietrich/Dafflon adoptée par le Grand Conseil. Elle passe de 2000 à 2700 francs.

Art. 112 al. 7 (nouveau)

Les modifications apportées à l'article 112 corrigent le calcul de la réduction pour participation pour les banques d'importance systémique lorsque la société mère émet des instruments dans le cadre du régime des établissements financiers trop grands pour être mis en faillite, tel que décrit sous le chiffre 3.1.2. Le canton est obligé de reprendre ces dispositions étant donné qu'il s'agit de droit fiscal harmonisé par la LHID.

4.2. Loi sur l'aide sociale

Art. 34c En général (nouveau) et 34d Traitement des données à caractère personnel (nouveau)

Les nouvelles dispositions autorisent les différents services et établissements de l'Etat à transmettre au Service de la statistique les données pertinentes et nécessaires pour fournir une compréhension et une vision multidimensionnelle de la situation sociale et de la problématique de la pauvreté. Sont principalement concernés les services suivants: le Service cantonal des contributions pour les données fiscales, le Service de la population et des migrants pour les données du contrôle des habitants, l'Etablissement cantonal des assurances sociales pour les données en lien avec les prestations complémentaires à l'AVS-AI, le Service de l'action sociale pour les données de l'aide sociale et le Service des subsides et formation pour les subsides de formation. Elles prévoient en outre que les données transmises peuvent être utilisées de manière longitudinale, afin de suivre l'évolution de la situation des personnes concernées dans le temps. Pour pouvoir réaliser une étude longitudinale (étude résultant d'un suivi dans le temps), les données appariées seront conservées durant plusieurs législatures (3 législatures de 5 ans chacune, soit durant 15 ans). Ceci justifie aussi la durée de conservation des données de 15 ans. Ces données seront conservées auprès du Service de la statistique. Passé ce délai, les données les plus anciennes seront détruites. Le dispositif précise que les données provenant des différentes sources soient appariées à partir du numéro NAVS13 et rendues anonymes au Service de la statistique de manière à fournir la base de données consolidée au Service de l'action sociale (SASoc), qui exploite les contenus en vue de l'élaboration du rapport. On doit dès lors distinguer deux environnements distincts:

- > Le premier environnement relève de la mission du SStat et du secret statistique (notamment les articles 3 et 16 de la loi sur la statistique). Il se situe uniquement au sein du SStat où la base de données appariées sera construite et conservée de manière non anonyme, justement pour

pouvoir réaliser l'appariement. Cet environnement sera sauvegardé sur un serveur du SITel et seules une ou deux personnes du SStat y auront accès. Les données appelées à être conservées durant 15 ans seront sauvegardées dans cet environnement.

- > Le second où la base de données appariées et anonymisées sera mise à disposition du SASoc pour la rédaction du rapport.

On relèvera que l'OFS procède de la même manière pour les statistiques de population. L'OFS dispose d'un côté des données non anonymes, mais ne transmet au SStat des différents cantons que des données anonymisées.

Le Conseil d'Etat fixera dans le RELASoc les modalités d'une convention, ratifiée par les différentes Directions concernées, dans laquelle la nature et les contenus des données seront spécifiés; il s'agit des données qui ont déjà été utilisées pour la préparation du premier rapport; elles sont mentionnées en annexe du présent message. Le règlement introduira également des règles d'application et des prescriptions de sécurité spécifiques. En complément, les règles générales de la législation sur la protection des données s'appliquent, notamment les articles 14 à 16 de la loi sur la protection des données qui régissent le traitement de données à des fins ne se rapportant pas à des personnes, en particulier les traitements à des fins de recherche. Enfin, l'ensemble des acteurs concernés est soumis au secret de fonction. Les personnes qui traiteront les données fiscales seront par ailleurs soumises au secret fiscal. Ces prescriptions sévères de sécurité des données s'imposent en raison de la nature des données.

La livraison par les différents services se fera par le canal file-trans, au même titre que celui utilisé pour l'élaboration du premier rapport. Les données appariées seront stockées dans une base de données SQL-Server sur un serveur du SITel dont le niveau de sécurité est techniquement le même que celui du stockage des données sources. Cette base de données ne sera accessible que par le ou les collaboratrices/collaborateurs affectés au projet. De façon générale, les collaboratrices et collaborateurs du SStat sont toutes et tous expressément sensibilisés au secret statistique tel qu'il est défini dans la législation fédérale et cantonale. De plus, le SStat est signataire de la Charte de la statistique publique suisse, elle-même dérivée du Code de bonnes pratiques de la statistique européenne. Le principe 10 de la Charte porte précisément sur le secret statistique et en énumère les critères. Le respect de la Charte est régulièrement débattu dans le cadre de séminaires d'évaluation et d'échanges d'expériences regroupant l'ensemble des services signataires, en présence du Conseil d'éthique de la statistique suisse.

5. Incidences financières de la révision pour l'Etat

L'incidence financière de l'adaptation à la LHID liée à la stratégie énergétique 2050 n'est pas estimable. La modification portant sur la réduction pour participation ne devrait pas entraîner de pertes de recettes fiscales pour l'Etat puisqu'elle vise à éviter une augmentation fiscale en défaveur des sociétés mères de banques d'importance systémique. L'augmentation de la déduction pour le contribuable aux études ou en apprentissage entraînera de faibles conséquences financières. Il ressort des analyses effectuées (simulation basée sur la période fiscale 2016) que l'augmentation susmentionnée aurait un impact sur la cote d'impôt sur le revenu de seulement 1,3% des contribuables, et que cela occasionnerait un coût total (en termes de perte de recettes fiscales) estimé à environ 178 000 francs (impôts cantonal, communal et paroissial).

Les autres modifications proposées n'entraînent aucune conséquence financière.

6. Constitutionnalité et compatibilité au droit fédéral

La présente révision vise entre autres, à adapter le droit cantonal aux modifications de la LHID, conformément au mandat d'harmonisation prévu à l'article 129 Cst.

7. Développement durable

La présente révision n'a pas d'impact sur le développement durable. La modification introduite dans la LASoc permettra de pouvoir rédiger les prochaines versions du rapport dans de meilleures conditions et de manière efficiente, en utilisant les connaissances et les applications spécifiques du SStat pour procéder aux appariements de données nécessaires.

ANNEXE: données transmises au SStat

Données transmises par le service de la population et des migrants (données Fripers)

- > Nom, nom de famille, nom officiel, nom selon le passeport étranger, nom de célibataire, nom d'alliance, nom alias, autre nom;
- > Prénom, prénom usuel;
- > Données démographiques: date et lieu de naissance, sexe, état civil, date de décès, date d'événement d'état civil;
- > Nationalité;
- > Relation d'annonce: commune d'annonce, relation d'annonce, date de départ et lieu de destination, date d'arrivée et lieu de provenance, domicile secondaire si

- annonce un domicile principal et domicile principal si annonce un domicile secondaire;
- > Adresse et ménage: adresse postale, adresse de domicile, identificateur de bâtiment, identificateur de logement, catégorie de ménage, date du déménagement;
- > Autre caractère: langue de correspondance, numéro de ménage, appartenance religieuse, langue maternelle;
- > Identité du conjoint ou du/de la partenaire enregistré-e: nom, prénom, date de naissance, sexe;
- > Identité des enfants mineurs: prénom, date et lieu de naissance, sexe;
- > Numéro d'assuré AVS;
- > Filiation: nom et prénom du père, nom et prénom de la mère;
- > Lieu d'origine ou type d'autorisation.

Données transmises par le service de l'action sociale (aide sociale)

- > Nom;
- > Prénom;
- > Date de naissance;
- > N° de dossier LASoc;
- > Commune de domicile;
- > Sexe;
- > Numéro d'assuré AVS;
- > Etat civil;
- > Nationalité;
- > Type d'autorisation de séjour;
- > Montant total de l'aide sociale.

Données transmises par l'ECAS (données prestations complémentaires AVS/AI)

- > Numéro d'assuré AVS;
- > Nom;
- > Prénom;
- > Date de naissance (mois/année);
- > Type de rente;
- > Date début PC;
- > Commune de domicile légal;
- > Montant de la prestation complémentaire, y compris montant forfaitaire caisse-maladie;
- > Home de résidence (si pertinent).

Données fournies par le service des subsides de formation

- > Pays de domicile si à l'étranger;
- > Date de naissance;
- > Niveau d'études;
- > Formation initiale;
- > Identificateur de la formation suivie;
- > Niveau de formation suivie;
- > Lieu de formation;

- > Type d'identificateur de l'institution de formation;
- > Code de l'institution de formation;
- > Identificateur de l'institution de formation;
- > Nom de l'école;
- > Maturité professionnelle pendant la formation professionnelle initiale;
- > Nationalité;
- > Identificateur du bénéficiaire;
- > Type d'identificateur du bénéficiaire;
- > Commune de domicile (code actuel et historique);
- > Type de permis de séjour;
- > Sexe;
- > Type d'allocation de formation;
- > Identificateur du montant de l'allocation;
- > Montant de l'allocation de formation.

Données du Service cantonal des contributions

- > Code domicile civil;
- > Commune d'assujettissement;
- > Etat civil SCC;
- > Enfants annoncés;
- > Enfants admis fiscalement;
- > Personnes à charge;
- > Jours d'assujettissement;
- > Revenus salariés (codes 1.110 à 1.130);
- > Revenus indépendants non agricoles (codes 1.210, 1.220);
- > Revenus indépendants agricole (codes 1.310, 1.330);
- > Autres revenus d'activité (codes 1.410, 1.420);
- > Indemnités pour perte de gain (codes 1.510 à 1.530);
- > Frais d'acquisition du revenu (codes 2.110 à 2.510);
- > Rentes et pensions des trois piliers (codes 3.110 à 3.140);
- > Pensions alimentaires reçues (code 3.150);
- > Rendements immobiliers (codes 3.310 à 3.350);
- > Valeur fiscale des actifs immobiliers (codes 3.310 et 3.320);
- > Total des revenus et de la fortune avant les déductions (code 3.910);
- > Déduction forfaitaire maladie (code 4.110);
- > Coût dettes privées-commerciales (codes 4.210, 4.220);
- > Pensions alimentaires versées (code 4.340);
- > Cotisation AVS assurés sans activité (code 4.350);
- > Revenu net et fortune nette avant déduction modeste (code 6.910);
- > Cote fortune;
- > Cote revenu;
- > Cote totale.



Botschaft 2019-DFIN-22

1. Oktober 2019

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Gesetzesentwurf zur Änderung des Gesetzes über die Kantonssteuern und des Sozialhilfegesetzes

Wir unterbreiten Ihnen einen Gesetzesentwurf zur Änderung des Gesetzes über die direkten Kantonssteuern und des Sozialhilfegesetzes. Nach einer kurzen Einleitung gehen wir in dieser Botschaft auf die Gründe, die Tragweite und die Folgen der Revision ein. Sie enthält ebenfalls einen Kommentar der geänderten Bestimmungen.

1. Einleitung

Mit dieser Revision soll das kantonale Recht an die Änderungen des Bundesgesetzes über die Harmonisierung der direkten Steuern der Kantone und Gemeinden (StHG; SR 642.14) angepasst werden. Diese Änderungen setzen die im Zuge der Volksabstimmung über die Energiestrategie 2050 gutgeheissenen steuerpolitischen Massnahmen um, und sie korrigieren die Berechnung des Beteiligungsabzugs bei systemrelevanten Banken. Diese Revision enthält weiter die Änderung von Artikel 36 Abs. 1 Bst. d DStG entsprechend der Antwort des Staatsrats auf die Motion Dietrich/Dafflon (M 2018-GC-41), die eine Erhöhung des Abzugs für Steuerpflichtige in der Lehre oder im Studium um 33% verlangte.

Schliesslich sieht die Revision auch eine Änderung des Sozialhilfegesetzes (SHG; SGF 831.0.1) vor, mit der eine Rechtsgrundlage für die Datenübermittlung im Rahmen der Erarbeitung des Berichts über die soziale Situation und die Armut im Kanton Freiburg (Armutbericht) geschaffen werden soll.

2. Entwicklung der Vorlage

2.1. Inhalt des Vorentwurfs und Vernehmlassungsverfahren

Der mit dem vorliegenden Gesetzesentwurf weitgehend identische Vorentwurf zur Änderung des Gesetzes über die direkten Kantonssteuern und des Sozialhilfegesetzes war vom 12. April bis 12. Juli 2019 in eine erweiterte Vernehmlassung nach Artikel 22 Abs. 1 des Reglements vom 24. Mail 2005 über die Ausarbeitung der Erlasse geschickt worden. Neben 6 kantonalen Behörden haben die folgenden 17 konsultierten Organe ihre Bemerkungen abgegeben: Freiburger Gemeindeverband (FGV), Oberamtmännerkonferenz des Kantons Freiburg, katholische kirchliche Körperschaft

des Kantons Freiburg, Union Suisse des professionnels de l'immobilier (USPI), Freiburgerische Rentnervereinigung, VPOD, Stadt Freiburg, Gemeinde Bas-Intyamont, Gemeinde Haut-Intyamont, Gemeinde La Roche, Gemeinde Le Pâquier, Gemeinde Bossonnens, CVP Freiburg, FDP Freiburg, Grünliberale Freiburg, SP Freiburg, SVP Freiburg.

2.2. Vernehmlassungsergebnisse und weiteres Vorgehen

2.2.1. Energiepolitik

Es gab nur wenige Bemerkungen zu den vorgeschlagenen Änderungen. Die CVP möchte jedoch, dass die Grundlage für die mögliche Verteilung des Abzugs der Rückbaukosten im Hinblick auf einen Ersatzneubau über die zwei folgenden Steuerperioden (und nicht mehr oder weniger) angegeben wird.

Bei den Bestimmungen des Entwurfs handelt es sich um harmonisiertes Recht. Der Übertragungszeitraum ist im Bundesgesetz über die harmonisierten Steuern der Kantone und Gemeinden festgelegt, und der kantonale Gesetzgeber hat demzufolge hier keinerlei Handlungsspielraum.

2.2.2. Abzug für Steuerpflichtige in der Lehre oder im Studium

Der VPOD und die Grünliberalen plädieren für eine Erhöhung des Höchstalters für die Geltendmachung des Abzugs nach Artikel 36 Abs. 1 Bst. 4 DStG.

Mit der vorliegenden Gesetzesänderung soll die in der Einleitung erwähnte Motion Dietrich/Dafflon umgesetzt werden, bei der es lediglich um den Betrag ging und die Dauer der Gewährung nicht in Frage gestellt wurde. Ausserdem ist die gegenwärtige Regelung angesichts der geltenden Gesetzgebung für die Familienzulagen vollkommen gerechtfertigt. Nach Artikel 3 Abs. 1 Bst. b des Bundesgesetzes über die Familienzulagen (SR 836.2) kann die Ausbildungszulage nämlich längstens bis zum vollendeten 25. Altersjahr ausgerichtet werden.

Die Freiburgerische Rentnervereinigung fordert einen neuen Abzug für Bezügerinnen und Bezüger von AHV/IV-Ergän-

zungsleistungen, die gegen Entgelt an Aktivitäten von Institutionen oder juristischen Personen teilnehmen, die einen gemeinnützigen oder öffentlichen Zweck (im Sozialwesen, Gesundheitswesen usw.) verfolgen. Dieser Antrag geht weit über die vorliegende Revision hinaus und kann nicht berücksichtigt werden.

2.2.3. Beteiligungsabzug

Nach Auffassung der CVP wäre es zweckmässig anzugeben, ob Banken bereits auf eine solche Umwandlung zurückgegriffen haben und welche Bank im Kanton von dieser Praxis betroffen ist oder wäre.

Bei der Vernehmlassung zur eidgenössischen Revision wurde festgehalten, dass die vorgeschlagene Massnahme keine Steuereinnahmen für die öffentliche Hand zur Folge haben sollte. Es geht dabei lediglich darum, höhere Steuereinnahmen auf Kosten der Konzernobergesellschaft von systemrelevanten Banken zu vermeiden. Im Kanton Freiburg wird a priori keine Bank von der Massnahme profitieren können.

2.2.4. Bericht über die soziale Situation und die Armut

Einheit der Materie

Verschiedene Vernehmlassungsteilnehmer (VPOD, Unia, CVP, Freiburgische Rentnerversicherung) begrüssen die Änderung im Hinblick auf den Bericht über die soziale Situation und die Armut.

Für andere Vernehmlassungsteilnehmer (FGV, Stadt Freiburg, FDP) verletzt diese Änderung die Einheit der Materie und sie meinen, dass es besser wäre, Artikel 2a (neu) – sowie insbesondere die nach Analyse des Berichts über die soziale Situation und die Armut zu treffenden Massnahmen und ihre Modalitäten – unabhängig von der Revision des DStG im Rahmen der Totalrevision des SHG einzuführen.

Die unter Ziffer 3.3 erläuterten Gründe lassen es angezeigt erscheinen, die oben genannten Bestimmungen in der vorliegenden Revision beizubehalten, damit die Erstellung des nächsten, 2021 fälligen Armutsberichts sichergestellt werden kann.

Datenübermittlung

Mehrere Dienststellen des Staates haben verschiedene Bemerkungen zu Artikel 2 Abs. 3 (neu) SHG gemacht und namentlich darauf hingewiesen, dass einige Punkte im Gesetz oder in der Botschaft präzisiert werden sollten (Verwendung der AHVN, Liste der ausgetauschten Daten, Hinweis auf Anwendung des Datenschutzgesetzes, Lebenszyklus und Aufbewahrungsdauer der Daten, Datenvernichtung). Diesen Bemerkungen wurde im Gesetz oder in der Botschaft weitgehend Rechnung getragen. Im Austausch mit den verschiedenen betroffenen Dienststellen konnten alle Divergenzen ausgeräumt werden.

Die FDP und die Stadt Freiburg bedauern mit Verweis auf den rein beschreibenden Charakter von Artikel 2 (neu) SHG, dass die Ziele des Berichts über die soziale Situation und die Armut, die zu ergreifenden Massnahmen und die damit verbundene Umsetzung nicht ausgeführt werden. Diese Fragen müssen im Rahmen der Totalrevision des SHG geregelt werden, mit der vorliegenden Bestimmung geht es gegenwärtig lediglich darum, die erforderliche Rechtsgrundlage für das Erstellen und Verfassen des Armutsberichts zu schaffen. Die Institution des Berichts über die soziale Situation und die Armut als echtes Instrument für strategische Überlegungen und Massnahmen wird durch das Projekt zur Reform des SHG, das zurzeit in Arbeit ist, uneingeschränkt mitgetragen. In der dazugehörigen Botschaft soll festgehalten werden, dass der Armutsbericht als Evaluierungs- und Monitoringinstrument konzipiert werden muss, auf dessen Grundlage ein periodischer Aktionsplan aufgestellt werden muss, der darauf ausgerichtet ist, gezielte Massnahmen in Zusammenhang mit einer spezifischen Problematik zu empfehlen.

Die Stadt Freiburg und die FDP machen sich über die Vollständigkeit der für die Erarbeitung des Berichts über die soziale Situation und die Armut herangezogenen Daten Gedanken und schlagen vor, die bedarfsabhängigen Sozialleistungen wie die kantonalen Mutterschaftsbeiträge sowie allfällige künftige Ergänzungsleistungen für Familien ebenfalls einzubeziehen. Diese Präzisierungen sind jedoch nicht notwendig, da bei der Festlegung der Berechnungsmethodik für den ersten Armutsbericht eine Liste aller bedarfsabhängiger Sozialleistungen aufgestellt wurde und geprüft wurde, ob sie in der Steuererklärung aufgeführt sind, ob also die Daten in Bezug auf diese Leistungen über die Kantonale Steuerverwaltung erhältlich sind. War dies nicht der Fall, so wurden die für die Daten verantwortlichen Dienststellen und Anstalten gebeten, die Datenbank entsprechend zu ergänzen. Die bedarfsabhängigen Sozialleistungen, die nicht in der Steuererklärung erscheinen, sind die AHV/IV-Ergänzungsleistungen, die Sozialhilfeleistungen und die Ausbildungsbeiträge. Die Leistungen der kantonalen Mutterschaftsversicherung beispielsweise müssen als nicht durch den Arbeitgeber ausbezahlte Zulagen (Code 1.130) in der Steuererklärung angegeben werden, die entsprechenden Daten sind somit Teil des von der KSTV bereitgestellten Datenmaterials. Die aufgestellte Liste ist damit vollständig.

Die Freiburgische Rentnerversicherung schlägt vor, einen Buchstaben f für die von der Krankenkasse nicht übernommenen Gesundheitskosten hinzuzufügen. Diese Daten sind in keiner Datenbank eines Amtes vorhanden, und es wäre schwierig, sie zu erheben.

Der FGV befürchtet, dass die Datenextraktion für die Gemeinden und die kommunalen und die gemeindeübergreifenden Sozialdienste eine neue Pflicht zur Erfassung und Übermittlung von Daten bringen könnte. Die vorliegende Revision ist nicht mit zusätzlichen Aufgaben für die Gemein-

den und Sozialdienste verbunden. Es wird von den in FriPers und in den Datenbanken der betroffenen staatlichen Dienststellen vorhandenen Daten ausgegangen.

Die gesetzestechnischen Vorschläge des GeGA wurden weitgehend berücksichtigt. Was den genauen Inhalt der Aufzählung der bereitgestellten Daten betrifft, wäre eine beschreibende Liste im Gesetz unverhältnismässig und ungenau. Bei den Daten handelt es sich um dieselben Daten wie für den ersten Bericht. Sie werden in einer Verordnung genauer erläutert. Im Bestreben um Transparenz figuriert die Liste im Anhang zur Botschaft.

Der FGV schlägt weiter vor, Artikel 2a Abs. 3 (neu) zu streichen. Es handelt sich dabei aber gerade um die zentrale Bestimmung zur Aufhebung des in Artikel 139 DStG verankerten Grundsatzes des Steuergeheimnisses. Nach diesem Artikel kann das Steuergeheimnis aufgehoben werden, wenn eine (besondere) gesetzliche Grundlage im Bundesrecht oder im kantonalen Recht besteht. Die vorgeschlagene Sonderbestimmung verpflichtet die betroffenen Dienststellen zur Zusammenarbeit. Für eine effiziente Erarbeitung des Berichts über die soziale Situation und die Armut sind die Zusammenarbeit der verschiedenen Dienststellen sowie die Zentralisierung der Datenbankerstellung beim StatA unerlässlich.

Der FGV und die Stadt Freiburg verlangen eine Ausweitung der Zusammenarbeitspflicht der KSTV auf die Bearbeitung der Sozialhilfesuche und schlagen in diesem Sinn eine allgemeinere Aufhebung des Steuergeheimnisses vor. Dieser Antrag übersteigt den Rahmen der vorliegenden Revision. Wird an diesem Ansinnen festgehalten, kann es im Rahmen der Totalrevision des SHG neu formuliert werden.

Die SP möchte, dass die von den verschiedenen Dienststellen bereitgestellten Daten vor ihrer Übermittlung ans StatA anonymisiert werden. Würden die Daten vor der Übermittlung der Informationen ans StatA anonymisiert, wäre es schlicht unmöglich, die Datenbank zu erstellen, die als Grundlage für die Erarbeitung des Berichts braucht.

Informatiksicherheit bei der Datenübertragung für den Bericht

Von einigen Vernehmlassungsteilnehmern wurde die Frage der Sicherheit der Datenübertragung angesprochen. Informationen dazu finden sich unter Ziffer 4.2.

3. Beantragte Änderungen

3.1. Anpassung ans Bundesrecht

3.1.1. Energiepolitik 2050

Im Mai 2017 hat das Schweizer Stimmvolk die Energiestrategie 2050 gutgeheissen, gegen die das Referendum ergriffen worden war und deren Schwerpunkte die massive Erhöhung

des Anteils erneuerbarer Energien am Gesamtenergieverbrauch und der schrittweise Ausstieg aus den fossilen Energien, die Senkung des Energieverbrauchs und der Ausstieg aus der Kernenergie sind. Die neuen Gesetzesbestimmungen (Totalrevision des Energiegesetzes), mit denen diese Ziele erreicht werden sollen, sind am 1. Januar 2018 in Kraft getreten. Insbesondere gelten die erneuerbaren Energien künftig als nationales Interesse. Die Revision des DBG und des StHG betrifft den Abzug der Rückbaukosten im Hinblick auf einen Ersatzneubau sowie die Möglichkeit, Investitionen und Rückbaukosten, die dem Energiesparen dienen, über mehrere Steuerperioden verteilt abziehen zu können. Mit dieser Revision soll das kantonale Recht an die StHG-Änderungen angepasst werden.

3.1.2. Beteiligungsabzug

Die Änderung des StHG korrigiert die Berechnung des Beteiligungsabzugs bei der Konzernobergesellschaft von systemrelevanten Banken, wenn sie Too-big-to-fail-Instrumente herausgibt (TBTF-Instrumente). Das Too-big-to-fail-Regime kann es nötig machen, dass systemrelevante Banken solche Instrumente, mit denen sich Fremdkapital in Eigenkapital umwandeln lässt, emittieren. Spätestens ab 2020 müssen sie solche Instrumente über ihre Konzernobergesellschaft emittieren. Für die Konzernobergesellschaft resultiert aus der Emission von TBTF-Instrumenten und der Weitergabe der Mittel eine höhere Gewinnsteuerbelastung auf Beteiligungserträgen. Diese höhere Steuerbelastung führt zu einer Minderung der Eigenmittel, was der Zielsetzung der TBTF-Gesetzgebung widerspricht. Mit der neuen Regelung bleibt die Gewinnsteuerbelastung der Konzernobergesellschaft systemrelevanter Banken bei der Emission von TBTF-Instrumenten unverändert.

Diese Revision ist rückwirkend auf den 1. Januar 2019 in Kraft getreten und gilt ab diesem Zeitpunkt bereits für die Kantonssteuer gemäss Artikel 72z^{bis} Abs. 2 StHG wonach die harmonisierten Bestimmungen ab diesem Zeitpunkt gelten, wenn das kantonale Steuerrecht noch nicht angepasst wurde.

3.2. Umsetzung der Motion Dietrich/Dafflon – Abzug für steuerpflichtige Personen in der Lehre oder im Studium

Mit einer am 20. März 2018 eingereichten und begründeten Motion (2018-GC-41) verlangten die Grossräte Laurent Dietrich und Hubert Dafflon die Erhöhung des Steuerabzugs für Steuerpflichtige, die sich in der Lehre oder im Studium befinden, bis zu deren erfülltem 25. Altersjahr (Art. 36 Abs. 1 Bst. d StHG). Der Abzug würde damit im gleichen Verhältnis erhöht wie die universitäre Einschreibgebühr (rund 33%). Sie führen ins Feld, dass sich dies kaum auf die Kantonsfinanzen auswirken würde, von grosser Bedeutung für die Ausbildung der jungen Menschen wäre und zur Senkung

des Verschuldungsrisikos beitragen würde. Der Grosse Rat schloss sich der Meinung des Staatsrats an und hat diese Motion am 11. Oktober 2018 gutgeheissen.

3.3. SHG-Änderung

In Erfüllung des Postulats Andrea Burgener Woeffray/Bruno Fasel, das am 17. März 2010 eingereicht und am 11. November 2010 vom Grossen Rat genehmigt wurde, hat der Kanton Freiburg einen ersten Bericht über die soziale Situation und die Armut erarbeitet. Dieser wurde 2016 veröffentlicht und lieferte wertvolle Erkenntnisse zur sozialen Situation im Kanton. Im Hinblick auf die Erarbeitung der zukünftigen Ausgaben des Berichts über die soziale Situation und die Armut scheint es unerlässlich, im SHG eine neue formale Gesetzesgrundlage zu schaffen, um die Übermittlung der Daten zu regeln, die für die Erarbeitung eines solchen Berichts relevant und notwendig sind. Vor dem Hintergrund der Gesamtschweizerischen Strategie zur Armutsbekämpfung und in Befolgung der Empfehlungen der Konferenz der kantonalen Sozialdirektorinnen und Sozialdirektoren (SODK) hat sich der Staatsrat dazu verpflichtet, regelmässig einmal pro Legislaturperiode einen solchen Bericht zu erstellen. Die neue gesetzliche Bestimmung schafft eine formale Gesetzesgrundlage für den Bericht über die soziale Situation und die Armut. Darüber hinaus schafft sie vor allem auch die Gesetzesgrundlage, die es den verschiedenen staatlichen Dienststellen – darunter die Kantonale Steuerverwaltung (KSTV) – erlaubt, dem Amt für Statistik (StatA/VWD) die Steuerdaten zu überliefern, die für die Erarbeitung des Berichts erforderlich sind. Angesichts des Steuergeheimnisses und der fehlenden einschlägigen Rechtsgrundlage, die der KSTV die Datenübermittlung an andere Dienststellen erlaubt hätte, wurde die KSTV mit der Schaffung der Datenbank für die Erarbeitung des ersten Berichts über die Armut beauftragt. Die Schaffung solcher Datenbanken gehört eindeutig nicht zum Tätigkeitsgebiet der KSTV, die nicht über die notwendigen Tools verfügt, um effizient damit arbeiten zu können. Der Datenabgleich, den es für die Schaffung der Datenbank braucht, die die Analysegrundlage für den Bericht darstellt, wird künftig vom StatA vorgenommen. Der nächste Bericht muss spätestens 2021 veröffentlicht werden. Ohne Rechtsgrundlage zur Aufhebung des Steuergeheimnisses wäre die KSTV nicht in der Lage, ihren Beitrag zum nächsten Bericht zu leisten.

4. Kommentar der Bestimmungen

4.1. DStG

Art. 33 Abs.2, und Abs. 2a (neu)

Mit den Änderungen von Artikel 33 lassen sich die unter Ziffer 3.1.1 beschriebenen steuerpolitischen Massnahmen der Energiestrategie 2050 umsetzen. Der Kanton muss diese

Bestimmungen übernehmen, da es sich um harmonisiertes Steuerrecht gemäss StHG handelt.

Art. 36 Abs. 1 Bst. d

Der bisherige Abzug wird zur Umsetzung der vom Grossen Rat angenommenen Motion Dietrich/Dafflon angehoben, und zwar von 2000 auf 2700 Franken.

Art. 112 Abs. 7 (neu)

Mit den Änderungen von Artikel 112 wird die Berechnung des Beteiligungsabzugs bei der Konzernobergesellschaft von systemrelevanten Banken, wenn sie Too-big-to-fail-Instrumente herausgibt (TBTF-Instrumente) korrigiert, wie unter Ziffer 3.1.2 beschrieben. Der Kanton muss diese Bestimmungen übernehmen, da es sich um harmonisiertes Steuerrecht gemäss StHG handelt.

4.2. Sozialhilfegesetz

Art. 34c Allgemeines (neu) und 34d Bearbeitung personenbezogener Daten (neu)

Die neuen Bestimmungen ermächtigen die verschiedenen Dienststellen und Anstalten des Staates, dem StatA die relevanten und notwendigen Daten im Hinblick auf ein vielschichtiges Verständnis der sozialen Situation und der Armutsproblematik zu übermitteln. Betroffen sind insbesondere: die Kantonale Steuerverwaltung für die Steuerdaten, das Amt für Bevölkerung und Migration für die Daten der Einwohnerkontrolle, die Kantonale Sozialversicherungsanstalt für die Daten bezüglich AHV/IV-Ergänzungsleistungen, das Kantonale Sozialamt für die Daten der Sozialhilfe und das Amt für Ausbildungsbeiträge für die Daten in Zusammenhang mit den Ausbildungsbeiträgen. Weiter ist vorgesehen, dass die übermittelten Daten im Längsschnitt ausgewertet werden können, um die zeitliche Entwicklung der betroffenen Personen zu beobachten. Für die Durchführung einer Längsschnittstudie (Durchführung derselben Studie zu mehreren Zeitpunkten) werden die verknüpften Daten über mehrere Legislaturperioden hinweg aufbewahrt (während 3 Legislaturperioden zu je 5 Jahren, insgesamt 15 Jahre). Dies rechtfertigt auch die Aufbewahrungsdauer von 15 Jahren für die Daten. Aufbewahrt werden diese Daten beim Amt für Statistik. Nach Ablauf der Aufbewahrungsfrist werden die ältesten Daten vernichtet. Es wird präzisiert, dass die Daten aus den verschiedenen Quellen anhand der dreizehnstelligen AHV-Nummer (AHVN13) verknüpft und im StatA anonymisiert werden, sodass dem Kantonalen Sozialamt (KSA) – es nutzt die Inhalte für die Erarbeitung des Berichts – eine konsolidierte Datenbank zur Verfügung steht. Folglich muss zwischen zwei Umgebungen unterschieden werden:

- > Die erste Umgebung betrifft den Auftrag des StatA und das Statistikgeheimnis (namentlich Art. 3 und 16

Gesetz über die kantonale Statistik). Sie befindet sich ausschliesslich im StatA, wo die Datenbank mit den verknüpften Daten erstellt und in nicht anonymer Form geführt wird, eben gerade um die Verknüpfung durchzuführen. Diese Umgebung wird auf einem Server des ITA eingerichtet, und nur eine oder zwei Personen des StatA können darauf zugreifen. Die Daten, die 15 Jahre lang aufbewahrt werden müssen, werden in dieser Umgebung gespeichert.

- > In der zweiten Umgebung wird die Datenbank mit den verknüpften und anonymisierten Daten dem KSA für die Erarbeitung des Berichts zur Verfügung gestellt.

Das Bundesamt für Statistik (BFS) geht für die Bevölkerungsstatistik gleich vor. Es verfügt seinerseits zwar über nicht anonyme Daten, übermittelt den Statistikämtern der einzelnen Kantone jedoch nur anonymisierte Daten.

Der Staatsrat wird im Ausführungsreglement zum Sozialhilfegesetz (ARSHG) die Modalitäten einer von den verschiedenen betroffenen Direktionen ratifizierten Vereinbarung festlegen, in der Art und Inhalt der Daten genau bestimmt werden. Es handelt sich um Daten, die bereits für die Vorbereitung des ersten Berichts verwendet wurden; sie sind im Anhang zu dieser Botschaft aufgelistet. Das Reglement wird ausserdem spezifische Anwendungsregeln und Sicherheitsvorschriften einführen. Ergänzend dazu gelten die allgemeinen Vorschriften der Datenschutzgesetzgebung, namentlich die Artikel 14–16 des Gesetzes über den Datenschutz, die die Bearbeitung von Daten für nicht personenbezogene Zwecke, insbesondere für Forschungszwecke, regeln. Schliesslich unterstehen alle betroffenen Akteurinnen und Akteure dem Amtsgeheimnis. Die Personen, welche die Steuerdaten bearbeiten, unterliegen zudem dem Steuergeheimnis. Diese strengen Vorschriften zur Datensicherheit sind aufgrund der Art der Daten ein Muss.

Die verschiedenen Dienststellen werden ihre Daten über filetrans übermitteln, wie für die Erarbeitung des ersten Berichts. Die abgeglichenen Daten werden in einer SQL-Server-Datenbank auf einem Server des ITA gespeichert, dessen Sicherheitslevel technisch derselbe ist wie für die Speicherung der Quelldaten. Auf diese Datenbank werden nur die dem Projekt zugeteilten Mitarbeitenden Zugriff haben. Die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter des StatA sind ganz generell ausdrücklich für das Statistikgeheimnis sensibilisiert, wie es in der eidgenössischen und kantonalen Gesetzgebung definiert ist. Ausserdem hat das StatA die Charta der öffentlichen Statistik der Schweiz unterzeichnet, die ihrerseits aus dem Verhaltenskodex der EU abgeleitet ist. Das Grundprinzip 10 der Charta bezieht sich eben gerade auf das Statistikgeheimnis und führt die entsprechenden Kriterien auf. Über die Einhaltung der Charta wird an Seminaren zur Evaluierung und zum Erfahrungsaustausch mit allen Stellen, die die Charta unterzeichnet haben, sowie dem Ethikrat der öffentlichen Statistik der Schweiz regelmässig debattiert.

5. Finanzielle Auswirkungen für den Staat

Die finanziellen Auswirkungen der Anpassung ans StHG in Zusammenhang mit der Energiestrategie 2050 sind nicht bezifferbar. Die Änderung beim Beteiligungsabzug sollte für den Staat keine Steuereinbussen zur Folge haben, da eine höhere Steuerbelastung für die Konzernobergesellschaften systemrelevanter Banken verhindert werden soll. Die Erhöhung des Abzugs für steuerpflichtige Personen in der Lehre oder im Studium wird sich finanziell nur minim auswirken. Den Analysen zufolge (Simulation auf der Grundlage der Steuerperiode 2016) hätte diese Erhöhung einen Einfluss auf den Einkommenssteuerbetrag von lediglich 1,3% der Steuerpflichtigen und würde zu einem Steuerausfall in Höhe von insgesamt 178 000 Franken führen (Kantons-, Gemeinde- und Kirchensteuer).

Die weiteren vorgeschlagenen Änderungen haben keinerlei finanzielle Konsequenzen.

6. Verfassungsmässigkeit und Vereinbarkeit mit dem Bundesrecht

Mit dieser Revision soll unter anderem das kantonale Recht an die StHG-Änderungen angepasst werden, entsprechend dem Harmonisierungsauftrag gemäss Artikel 129 BV.

7. Nachhaltige Entwicklung

Diese Gesetzesrevision hat keine Auswirkungen auf die nachhaltige Entwicklung. Dank der SHG-Änderung können die nächsten Ausgaben des Berichts unter besseren Bedingungen und effizient erarbeitet werden, indem für die Verknüpfung der erforderlichen Daten die besonderen Kenntnisse und Anwendungen des StatA genutzt werden.

ANHANG: Datenlieferungen ans StatA

Datenlieferung des Amtes für Bevölkerung und Migration (Fripers-Daten)

- > Name, Nachname, amtlicher Name, Name in ausländischem Pass, lediger Name, Allianzname, Aliasname, anderer Name;
- > Vornamen, Rufname;
- > Demographische Daten: Geburtsdatum und Geburtsort, Geschlecht, Zivilstand, Todesdatum, Datum Zivilstandserignis;
- > Staatsangehörigkeit;

- > Meldeverhältnis: Meldegemeinde, Meldeverhältnis, Wegzugsdatum und Zielort, Zuzugsdatum und Herkunftsort, Nebenwohnsitz bei Meldeverhältnis Hauptwohnsitz und Hauptwohnsitz bei Meldeverhältnis Nebenwohnsitz;
- > Adresse und Haushalt: Zustelladresse, Wohnadresse, Gebäudeidentifikator, Wohnungsidentifikator, Haushaltsart, Umzugsdatum;
- > Weitere Merkmale: Korrespondenzsprache, Haushaltsnummer, Konfessionszugehörigkeit, Muttersprache;
- > Identität des Ehegatten oder der eingetragenen Partnerin/des eingetragenen Partners: Name, Vorname, Geburtsdatum, Geschlecht;
- > Identität der minderjährigen Kinder: Vorname, Geburtsdatum und Geburtsort, Geschlecht;
- > AHV-Versichertennummer;
- > Abstammung: Name und Vorname des Vaters, Name und Vorname der Mutter;
- > Heimatort oder Ausländerkategorie.

Datenlieferung des Kantonalen Sozialamts (Sozialhilfe)

- > Name;
- > Vorname;
- > Geburtsdatum;
- > Aktenheftnummer SHG;
- > Wohngemeinde;
- > Geschlecht;
- > AHV-Versichertennummer;
- > Zivilstand;
- > Nationalität;
- > Art der Aufenthaltsbewilligung;
- > Sozialhilfebetrag insgesamt.

Datenlieferung der KSKA (Daten bezüglich AHV/IV-Ergänzungsleistungen)

- > AHV-Versichertennummer;
- > Name;
- > Vorname;
- > Geburtsdatum (Monat/Jahr);
- > Rentenart;
- > Datum Beginn EL;
- > Gemeinde des zivilrechtlichen Wohnsitzes;
- > Betrag der Ergänzungsleistung einschliesslich Prämienpauschale Krankenversicherung;
- > Heim (bei Heimaufenthalt).

Datenlieferung des Amtes für Ausbildungsbeiträge

- > Wohnsitz Ausland;
- > Geburtsdatum;
- > Studienstufe;
- > Erstausbildung;
- > Identifikator der Ausbildung;
- > Ausbildungsstufe;

- > Ausbildungsort;
- > Typ des Identifikators der Bildungsinstitution;
- > Code der Bildungsinstitution;
- > Identifikator der Bildungsinstitution;
- > Name der Bildungsinstitution;
- > Berufsmaturität während der beruflichen Grundbildung;
- > Staatsangehörigkeit;
- > Bezügeridentifikator
- > Typ des Bezügeridentifikators;
- > Wohnsitz (Code amtliches und historisiertes Gemeindeverzeichnis);
- > Ausländerkategorie;
- > Geschlecht;
- > Form der Ausbildungsbeiträge;
- > Identifikator des Ausbildungsbeitrags;
- > Höhe der Ausbildungsbeiträge.

Datenlieferung der Kantonalen Steuerverwaltung

- > Zivilrechtlicher Wohnsitz;
- > Steuergemeinde
- > Zivilstand KSTV;
- > Anzahl deklarierte Kinder;
- > Anzahl abzugsberechtigte Kinder;
- > Unterstützungsbedürftige Personen;
- > Anzahl Tage der Steuerpflicht;
- > Einkommen aus unselbständiger Tätigkeit (Codes 1.110 bis 1.130);
- > Einkommen aus selbständiger Tätigkeit (Codes 1.210, 1.220);
- > Erwerb aus landwirtschaftlicher Tätigkeit (Codes 1.310, 1.330);
- > Andere Erwerbseinkommen (Codes 1.410, 1.420);
- > Erwerbsausfallentschädigungen (Codes 1.510 bis 1.530)
- > Berufsauslagen (Codes 2.110 bis 2.510);
- > Renten und Pensionen aus 1., 2, und 3. Säule (Codes 3.110 bis 3.140);
- > Erhaltene Unterhaltsbeiträge (Code 3.150);
- > Liegenschaftserträge (Codes 3.310 bis 3.350);
- > Steuerwert der Immobilien (Codes 3.310 und 3.320);
- > Total der Einkommen und Vermögen (Code 3.910);
- > Pauschalabzug Krankenversicherung (Code 4.110);
- > Private und geschäftliche Schuldzinsen und Schulden (Codes 4.210, 4.220);
- > Bezahlte Unterhaltsbeiträge (Code 4.340);
- > AHV-Beiträge nichterwerbstätiger Personen (Code 4.350);
- > Netto-Einkommen und –Vermögen vor Abzug für bescheidenes Einkommen (Code 6.910);
- > Vermögenssteuerbetrag;
- > Einkommenssteuerbetrag;
- > Gesamtsteuerbetrag.

Loi modifiant la loi sur les impôts cantonaux directs et la loi sur l'aide sociale

du...

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: –
Modifié(s): **631.1** | 831.0.1
Abrogé(s): –

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu le message 2019-DFIN-22 du Conseil d'Etat du 1^{er} octobre 2019;
Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

I.

L'acte RSF 631.1 (Loi sur les impôts cantonaux directs (LICD), du 06.06.2000) est modifié comme il suit:

Art. 33 al. 2 (modifié), **al. 2a** (nouveau), **al. 4** (modifié), **al. 5** (nouveau)

² Le contribuable qui possède des immeubles privés peut déduire les frais nécessaires à leur entretien, les frais de remise en état d'immeubles acquis récemment, les primes d'assurances relatives à ces immeubles et les frais d'administration par des tiers. Il peut déduire, en outre, les dépenses d'investissement destinées à économiser l'énergie et à ménager l'environnement qui sont admises en déduction pour l'impôt fédéral direct. Les frais de démolition en vue d'une construction de remplacement sont assimilés aux frais d'entretien.

Gesetz zur Änderung des Gesetzes über die Kantonssteuern und des Sozialhilfegesetzes

vom...

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: –
Geändert: **631.1** | 831.0.1
Aufgehoben: –

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

nach Einsicht in die Botschaft 2019-DFIN-22 des Staatsrats vom 1. Oktober 2019;
auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

I.

Der Erlass SGF 631.1 (Gesetz über die direkten Kantonssteuern (DStG), vom 06.06.2000) wird wie folgt geändert:

Art. 33 Abs. 2 (geändert), **Abs. 2a** (neu), **Abs. 4** (geändert), **Abs. 5** (neu)

² Bei Liegenschaften im Privatvermögen können die Unterhaltskosten, die Kosten der Instandstellung von neu erworbenen Liegenschaften, die Versicherungsprämien und die Kosten der Verwaltung durch Dritte abgezogen werden. Ferner können die dem Energiesparen und dem Umweltschutz dienenden Investitionen in Abzug gebracht werden, die bei der direkten Bundessteuer abziehbar sind. Den Unterhaltskosten gleichgestellt sind auch die Rückbaukosten im Hinblick auf den Ersatzneubau.

^{2a} Les coûts d'investissement visés à l'alinéa 2, 2^e phr., et les frais de démolition en vue d'une construction de remplacement sont déductibles au cours des deux périodes fiscales suivantes, lorsqu'ils ne peuvent pas être entièrement pris en considération durant la période fiscale en cours, pendant laquelle les dépenses ont été effectuées.

⁴ Au lieu du montant effectif des frais et primes se rapportant aux immeubles privés, le contribuable peut faire valoir une déduction forfaitaire.

⁵ Les dispositions d'exécution du Conseil fédéral, du Département fédéral des finances et de l'Administration fédérale des contributions sont applicables par analogie aux alinéas 2 à 4. La Direction en charge des finances compile ces dispositions et fixe, par voie d'ordonnance, les taux et les modalités de la déduction forfaitaire.

Art. 36 al. 1

¹ Sont déduits du revenu net:

- d) (*modifié*) un montant de 2700 francs du salaire du contribuable aux études ou en apprentissage jusqu'à l'âge de 25 ans révolus;

Art. 112 al. 7 (nouveau)

⁷ En ce qui concerne les sociétés mères de banques d'importance systémique au sens de l'article 7 de la loi fédérale du 8 novembre 1934 sur les banques (LB), ne sont pas pris en compte pour le calcul du rendement net au sens de l'alinéa 1 les frais de financement relatifs aux emprunts suivants et la créance inscrite au bilan à la suite du transfert, au sein du groupe, des fonds provenant des emprunts suivants:

- a) les emprunts à conversion obligatoire et les emprunts assortis d'un abandon de créances visés à l'article 11 al. 4 LB, et
- b) les instruments de dette destinés à absorber les pertes en présence de mesures en cas d'insolvabilité au sens des articles 28 à 32 LB.

^{2a} Investitionen nach Absatz 2, 2. Satz, und Rückbaukosten im Hinblick auf einen Ersatzneubau sind in den zwei nachfolgenden Steuerperioden abziehbar, soweit sie in der laufenden Steuerperiode, in welcher die Aufwendungen angefallen sind, steuerlich nicht vollständig berücksichtigt werden können.

⁴ Die steuerpflichtige Person kann für Grundstücke des Privatvermögens anstelle der tatsächlichen Kosten und Prämien einen Pauschalabzug geltend machen.

⁵ Die Ausführungsbestimmungen des Bundes, des Eidgenössischen Finanzdepartements und der Eidgenössischen Steuerverwaltung finden auf die Absätze 2–4 sinngemäss Anwendung. Die für die Finanzen zuständige Direktion trägt diese Bestimmungen zusammen und legt die Sätze und die Bedingungen für den Pauschalabzug auf dem Verordnungsweg fest.

Art. 36 Abs. 1

¹ Vom Reineinkommen werden abgezogen:

- d) (*geändert*) 2700 Franken vom Lohn der steuerpflichtigen Person, die sich in der Lehre oder im Studium befindet, bis zu deren erfülltem 25. Altersjahr;

Art. 112 Abs. 7 (neu)

⁷ Bei Konzernobergesellschaften von systemrelevanten Banken nach Artikel 7 Abs. 1 des eidgenössischen Bankengesetzes vom 8. November 1934 (BankG) werden für die Berechnung des Nettoertrags nach Absatz 1 der Finanzierungsaufwand und die Forderung in der Bilanz aus konzernintern weitergegebenen Mitteln folgender Anleihen nicht berücksichtigt:

- a) Pflichtwandelanleihen und Anleihen mit Forderungsverzicht nach Artikel 11 Abs. 4 BankG, und
- b) Schuldinstrumente zur Verlusttragung bei Insolvenzmassnahmen im Sinne der Artikel 28–32 BankG.

II.

L'acte RSF 831.0.1 (Loi sur l'aide sociale (LASoc), du 14.11.1991) est modifié comme il suit:

Intitulé de section après Art. 34b (nouveau)

^{4a} Rapport sur la situation sociale et la pauvreté

Art. 34c (nouveau)

En général

¹ Le Conseil d'Etat transmet une fois par législature au Grand Conseil un rapport sur la situation sociale et la pauvreté, qui vise à suivre l'évolution de la question de la pauvreté dans le canton et à anticiper les mesures de prévention en faveur des populations concernées.

² Le rapport est établi par le Service de l'action sociale. Il comprend une partie quantitative et une partie qualitative qui permettent de fournir une compréhension multidimensionnelle de la question de la pauvreté. Il peut en outre comprendre une analyse longitudinale des parcours de vie.

Art. 34d (nouveau)

Traitement de données à caractère personnel

¹ Le rapport sur la situation sociale et la pauvreté se fonde sur une base de données spécialement créée qui s'appuie sur les données disponibles suivantes:

- a) des données fiscales, fournies par le Service cantonal des contributions;
- b) des données des registres communaux des habitants comprises sur la plate-forme informatique cantonale prévue à l'article 16 de la loi du 23 mai 1986 sur le contrôle des habitants, fournies par le Service de la population et des migrants;
- c) des données de l'aide sociale, fournies par le Service de l'action sociale;
- d) des données liées aux subsides de formation, fournies par le Service des subsides de formation;

II.

Der Erlass SGF 831.0.1 (Sozialhilfegesetz (SHG), vom 14.11.1991) wird wie folgt geändert:

Abschnittsüberschrift nach Art. 34b (neu)

^{4a} Bericht über die soziale Situation und die Armut

Art. 34c (neu)

Allgemeines

¹ Der Staatsrat überweist dem Grossen Rat einmal pro Legislaturperiode einen Bericht über die soziale Situation und die Armut, welcher der Beobachtung der Entwicklung der Armutsproblematik im Kanton und der vorausschauenden Planung von Präventionsmassnahmen zugunsten der betroffenen Bevölkerungsgruppen dient.

² Der Bericht wird vom Kantonalen Sozialamt erstellt. Er beinhaltet einen quantitativen und einen qualitativen Teil, die ein vielschichtiges Verständnis der Armutsproblematik ermöglichen. Er kann ausserdem eine Längsschnittanalyse der Lebensverläufe enthalten.

Art. 34d (neu)

Bearbeitung personenbezogener Daten

¹ Der Bericht über die soziale Situation und die Armut basiert auf einer eigens dafür erstellten Datenbank, die folgende verfügbare Daten verwendet:

- a) Steuerdaten, die von der Kantonalen Steuerverwaltung zur Verfügung gestellt werden;
- b) in den Einwohnerregistern der Gemeinden verzeichnete Daten, die auf der kantonalen Informatikplattform gemäss Artikel 16 des Gesetzes vom 23. Mai 1986 über die Einwohnerkontrolle enthalten sind und vom Amt für Bevölkerung und Migration zur Verfügung gestellt werden;
- c) Daten der Sozialhilfe, die vom Kantonalen Sozialamt zur Verfügung gestellt werden;
- d) Daten in Zusammenhang mit den Ausbildungsbeiträgen, die vom Amt für Ausbildungsbeiträge zur Verfügung gestellt werden;

e) des données des prestations complémentaires à l'AVS-AI, fournies par l'Etablissement cantonal des assurances sociales.

² Les services et les établissements traitant des données nécessaires à l'élaboration du rapport les transmettent d'office, une fois par législature, au service chargé de la statistique.

³ Dans l'accomplissement de ses tâches en lien avec l'établissement du rapport, le service chargé de la statistique est autorisé à faire usage du numéro AVS. Il procède aux appariements de données nécessaires et transmet les résultats obtenus, sous une forme anonymisée, au Service de l'action sociale.

⁴ Le service chargé de la statistique conserve pendant quinze ans les données nécessaires à l'établissement du rapport sous une forme non anonymisée, permettant ainsi l'analyse longitudinale des parcours de vie sur trois législatures. Ces données ne peuvent pas être utilisées à d'autres fins que l'établissement du rapport et doivent être détruites à la fin du délai de conservation.

⁵ Le Conseil d'Etat précise les données à transmettre, spécifie les modalités de transmission et la durée de conservation des données et édicte les mesures de sécurité à prendre afin que soient garanties la confidentialité et la protection des données traitées.

III.

Aucune abrogation d'actes dans cette partie.

IV.

La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

Elle entre en vigueur le 1^{er} janvier 2020.

e) Daten in Zusammenhang mit den AHV/IV-Ergänzungsleistungen, die von der Kantonalen Sozialversicherungsanstalt zur Verfügung gestellt werden.

² Die Dienststellen und Anstalten, welche die für die Erarbeitung des Berichts notwendigen Daten verarbeiten, übermitteln diese von Amtes wegen einmal pro Legislaturperiode ans für die Statistik zuständige Amt.

³ Das für die Statistik zuständige Amt ist berechtigt, zur Erfüllung seiner Aufgaben in Zusammenhang mit der Erstellung des Berichts die AHV-Nummer zu verwenden. Es führt die erforderlichen Datenabgleiche durch und übermittelt die Ergebnisse in anonymisierter Form ans kantonale Sozialamt.

⁴ Das für die Statistik zuständige Amt bewahrt die Daten, die für die Erstellung des Berichts notwendig sind, während 15 Jahren in nicht anonymisierter Form auf, damit eine Längsschnittanalyse der Lebensverläufe über drei Legislaturperioden gemacht werden kann. Diese Daten dürfen ausschliesslich für die Erstellung des Berichts verwendet werden und müssen nach Ablauf der Aufbewahrungsfrist vernichtet werden.

⁵ Der Staatsrat legt fest, welche Daten übermittelt werden müssen, wie sie übermittelt werden müssen und wie lange sie aufbewahrt werden müssen, und schreibt vor, welche Sicherheitsmassnahmen ergriffen werden müssen, damit die Vertraulichkeit und der Schutz der verarbeiteten Daten gewährleistet werden.

III.

Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.

IV.

Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.

Es tritt am 1. Januar 2020 in Kraft.